

Case Louis France

ARRÊTÉ DU DIRECTOIRE

DE

DEPARTEMENT DE L'HERAULT,

Du 23 Mars 1791.

Vu la lettre écrite par les Officiers Municipaux de Poussan au Procureur-syndic du District de Montpellier, le 21 du présent mois, avec l'avis du Directoire de District.

Out le Procureur-général-syndic:

Le Directoire de Département de l'Hérault, confidérant qu'au mépris de ses avertissemens & de ses exhortations réitérées, plusieurs Ecclésiastiques, fonctionnaires

Price 1 was

publics, & réfractaires à la loi du serment, abusent des fonctions du Saint-Ministère dont on leur a permis provisoirement de continuer l'exercice, & se livrent à des déclamations séditieuses qui outragent également la religion & la patrie.

Considérant que l'impunité les enhardit & les aveugle au point de ne plus garder ni mesure, ni bienséance; que dans ces mêmes temples où la voix de leur divin modèle ne cesse de leur enseigner la pratique de la charité, de la soumission aux loix & de toutes les vertus civiques, ils osent prêcher le langage de la désobéissance & de la révolte.

Considérant que si le glaive de la justice n'arrêtoit, par une prompte sévérité, les progrès de cette suneste licence, nous serions bientôt exposés au danger de voir ral-lumer parmi nous le seu des discordes civiles dont nos contrées surent autresois le malheureux théatre; en conséquence pour étousser les premières étincelles du fanatisme & conserver cette paix intérieure, sans laquelle il n'est point de félicité publique,

Le Directoire arrête que le sieur Martiny, Curé de Poussan, sera dénoncé sur le champ à l'Accusateur public près le Tribunal de District de Montpellier, comme ennemi de la Constitution & perturbateur de la tranquillité publique, pour le procès lui être fait & parsait suivant la rigueur des loix, de même qu'aux sieurs Belleville, Curé du lieu du Triadou, au sieur Poinsard, Curé du lieu de Ste. Croix, & au sieur Baissade, Curé du lieu de St. George, déjà dénoncés audit Tribunal, à raison d'un semblable délit, en vertu des Arrêtés des 16 & 19 de ce mois.

(3)

Et pour montrer à tous les Ecclésiastiques réfractaires qui seroient tentés d'imiter leur exemple, avec quelle vigilance les Corps administratifs poursuivront & seront punir de tels désordres, arrête que le présent Arrêté sera imprimé, lu, publié & assiché, & envoyé, à la diligence du Procureur-général-syndic, aux Procureurs-syndics des Districts, qui le transmettront aux Municipalités. Fait à Montpellier le vingt-trois Mars mil sept cent quatre-vingt onze.

Par les Administrateurs composant le Directoire de Département de l'Hérault.

Signés. DUFFOURS, Président.

CRASSOUS, Vice-Président.

DERIVES.
R O G E R.
BERARD.
C ARNEY.
C'URE'E.
PEYRONNET.

Administrateurs.

RENOUVIER. ?
Louis COSTE.

Administrateurs-Adjoints.

D U P I N, Procureur-général-syndic.

Bougette, Secrétaire général.

A MONTPELLIER,

De l'Imprimerie de Jean-François PICOT, Imprimeur du Département, rue des Capucins, No. 200. 1791.